

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEP TRANSPORT ENTRETIEN PHOCEEN

8 traverse de la montre
CS80148
13011 Marseille

Références : D-2025-0802
Code AIOT : 0006400707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement TEP TRANSPORT ENTRETIEN PHOCEEN implanté 10 rue Charles TELLIER 13014 Marseille. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEP TRANSPORT ENTRETIEN PHOCEEN
- 10 rue Charles TELLIER 13014 Marseille
- Code AIOT : 0006400707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société TEP, filiale du groupe VEOLIA exploite, au 10 rue Charles Tellier - MARSEILLE 14ème, un

centre de transit de déchets dangereux. Elle est autorisée par l'AP du 30/12/1983 au titre de la rubrique 2718-1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	EXPLOITATION - ACCES et CAPACITES	Arrêté Préfectoral du 30/09/1993, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
3	EXPLOITATION - REGISTRE	Arrêté Préfectoral du 22/12/1983, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	EXPLOITATION - réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III	Demande d'action corrective	1 mois
6	EXPLOITATION - aire de déchargement	Arrêté Ministériel du 01/10/2010, article 25 VI	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
8	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
9	traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	EXPLOITATION - IDENTIFICATION	Arrêté Préfectoral du 30/12/1983, article 4.2	Sans objet
4	EXPLOITATION - RETENTIONS	AP Complémentaire du 30/09/1993, article III-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, le site est entretenu et maintenu en bon état de propreté. Les zones d'entreposage ainsi que les déchets sont bien identifiés.

Le risque incendie est pris en compte par l'exploitant : le plan de défense incendie est en place et a été communiqué aux services de secours. L'exploitant complètera le Plan avec l'ensemble des documents requis dans la prescription.

Pour éviter l'écoulement des eaux susceptibles d'être polluées, l'ensemble du site est sur rétention. Ces rétentions sont maintenues en bon état de propreté.

La traçabilité des déchets est réalisée sur un registre interne. L'exploitant justifiera de la cohérence entre les données renseignées dans son registre interne et les données reportées dans le registre dématérialisé (VIGIEDECHETS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EXPLOITATION - ACCES et CAPACITES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1993, article 2
Thème(s) : Situation administrative, CAPACITE DE STOCKAGE
Prescription contrôlée : [...] La capacité de stockage total s'élève à 46 m ³ répartis ainsi : Zone 1 : 4 m ³ en fûts, d'eaux hydrocarburées, huiles usagées non visées par la réglementation du 21 novembre 1979 et boues de peinture ; Zone 2 : 4 m ³ en fûts de solvants usés chlorés et 4 m ³ en fûts de solvants usés non chlorés; Zone 3 : 10 m ³ de fûts de 30 à 100 litres, de déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD, tels que résidus de laboratoire, échantillons, produits pharmaceutiques, etc...); Zone 4/5 : 1 réservoir de 10 m ³ destiné aux bains acides et 1 réservoir de 10 m ³ destiné aux bains de solutions chromiques; Zone 6 : 4 m ³ en conteneurs de 1000 l de bains acides ou basiques ; le stockage des acides doit être physiquement séparé de celui des bases par une cloison. [...] Toute modification apportée[...] devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet [...]. Article 2 APC 14/11/2001 [...] les zones de stockage 1 (eaux hydrocarburées, huiles et boues de peintures) et 3 (DTQD) et leur capacité de rétention sont permutées.[...] Article 3 APC 14/11/2001 L'exploitant est autorisé à recevoir [...] des DTQD par apports volontaires des entreprises de peinture uniquement. 3.2 - L'affichage des horaires de réception des DTQD à l'entrée du centre doit s'adresser de façon très explicite aux seules entreprises de peinture. 3.3 - La procédure de réception est établie par l'exploitant et conforme à sa proposition jointe à sa demande en date du 29 mai 2001.
Constats : Lors de la la visite du site, l'inspection a constaté que les différentes zones de stockages sont clairement identifiées. L'autorisation d'accès aux entreprises de peintures uniquement n'est pas affichée à l'entrée du site. L'exploitant n'a pas établi de la procédure de réception des DTQD. Le plan de masse des sites de stockage n'a pas évolué par rapport au plan de masse annexé à l'arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant rédige la procédure de réception des DTQD. L'exploitant affiche les conditions d'accès (entreprise de peinture uniquement) à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : EXPLOITATION - IDENTIFICATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/1983, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, IDENTIFICATION DES DECHETS
Prescription contrôlée : [...] Chacun des fûts et réservoirs présents dans la station de transit devra porter explicitement les indications concernant la nature du déchet et le producteur.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a contrôlé par sondage l'identification des déchets entreposés. Les déchets suivants ont été contrôlés : <ul style="list-style-type: none">- un big bag de déchets d'amiante (producteur : ITGA, date de : 17/11)- une palette de déchets pâteux (producteur EFFIA BARET, date : 14/11/2025)- une cuve de déchets liquides (producteur OPTIM WAFER, date : 27/10/2025)- un carton de médicaments (producteur St Joseph, date : 17/10/2025)- une palette (producteur CNRS IMM, date : 14/11) Ils sont correctement identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EXPLOITATION - REGISTRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1983, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, REGISTRE DES DECHETS
Prescription contrôlée : l'exploitant sera tenu de noter sur un registre [...] pour chaque résidu transitant par le centre: <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'ordre d'entrée du produit dans le centre- la date de réception sur le centre,- le producteur, raison sociale et adresse,- sa nature- son volume ou tonnage- l'identification du transporteur qui a acheminé le produit [...]- la date à laquelle le produit est repris par le centre de traitement (destruction ou valorisation)- l'identification du transporteur qui a acheminé <i>entre le centre et le lieu de traitement</i>- l'identification de l'entreprise qui a traité le produit,- le moyen appliqué pour le traitement du produit. Il adressera à l'Inspecteur des Installations classées un bilan mensuel récapitulatif de la nature et des quantités de déchets collectés avec indication de leur origine et de leur destination ultérieure à des fins de traitement
Constats : L'exploitant tient à jour un registre des déchets transitant sur le site. Ce registre ne contient pas la date de reprise par le centre de traitement, ni le transporteur qui a acheminé le déchet entre le

centre de transit et le centre de traitement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète le registre de suivi des déchets en transit sur le site avec l'ensemble des demandes de la prescription :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification du transporteur qui a acheminé le produit [...] - la date à laquelle le produit est repris par le centre de traitement (destruction ou valorisation) - l'identification du transporteur qui a acheminé <i>entre le centre et le lieu de traitement</i> - l'identification de l'entreprise qui a traité le produit, - le moyen appliqué pour le traitement du produit. <p>L'exploitant adresse chaque mois à l'inspection un bilan de la nature et des quantités de déchets collectés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : EXPLOITATION - RETENTIONS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/1993, article III-1
Thème(s) : Risques accidentels, RETENTIONS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque zone [...] référencée sur le plan est aménagée en cuvette de rétention, ou équipée d'un bac de rétention [...] :</p> <p>Zone 1 (huiles, h.c) : rétention de 10 m³ et fosse de 5 m³</p> <p>Zone 2 (solvants) 11 m³</p> <p>Zone 3 (DTQD) rétention divisée en 4 compartiments de 7 m³, 7 m³, 1 m³, et 2,5 m³</p> <p>Zone 4/5 (bains acides et sol.chromiques) 11 m³</p> <p>Zone 6 (acides et bases) 2 compartiments de 7 m³ chacun. -.</p> <p>Ces cuvettes de rétention devront être régulièrement entretenues et nettoyées.</p> <p>* Le bâtiment abritant le dépôt devra être fermé jusqu'en toiture au moyen par exemple d'un grillage résistant, doublé d'un panneau plein sur une hauteur de 2 m minimum</p> <p>* L'aire de dépotage devra être aménagée en rétention (au moyen par exemple d'un seuil délimitant cette surface et interdisant tout écoulement pollué vers le réseau pluvial urbain), afin de recevoir tout déversement accidentel de produits. Cette aire devra être régulièrement entretenue et nettoyée et les produits accidentellement répandus seront récupérés et transportés dans un centre d'élimination.</p> <p>APC 14/11/2001 - article 2:</p> <p>Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 93-151/88-1993 A du 30 septembre 1993 concernant la répartition des zones de stockage, sont modifiées comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - conformément au plan joint en annexe, les zones de stockage 1 (eaux hydrocarburées, huiles et boues de peintures) et 3 (DTQD) et leur capacité de rétention sont permutées.
<p>Constats :</p> <p>le plan de masse (ref : juin 2000) détaille les capacités de rétention des 6 zones aménagées en</p>

<p>rétenction.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces zones de stockage ainsi que la zone de dépotage sont maintenues dans un bon état de propreté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : EXPLOITATION - réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques aux réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« A. Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.</p> <p>« B. Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir <u>contrôler leur étanchéité</u> à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>« C. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir <u>vérifier leur niveau de remplissage</u> à tout moment et <u>empêcher ainsi leur débordement</u> en cours de remplissage.</p> <p>« D. Le stockage des <u>liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement</u> ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence des cuves en fosse dans la zone 4 /5. Le niveau de remplissage des cuves est vérifiable. L'exploitant ne contrôle pas l'étanchéité des cuves.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'exploitant justifie de l'étanchéité des cuves.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : EXPLOITATION - aire de déchargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/10/2010, article 25 VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. Les aires de chargement et de déchargement routier [...] de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées [...].</p> <p>« B. Les <u>dispositifs d'obturation</u> sont maintenus fermés en permanence.</p> <p>« A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>« C. Des zones sont aménagées pour le <u>stationnement en sécurité des véhicules de transport</u> de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site.</p>

<p>« D. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour <u>éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts ...)</u>. En particulier, les transferts de matières dangereuses à l'aide de récipients mobiles s'effectuent suivant des <u>parcours identifiés</u> et font l'objet de consignes particulières.</p> <p>« E. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir <u>recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels</u>. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de déchargement est aménagée en rétention, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de dispositif d'obturation. Lors de la visite du site, il n'a pas été constaté d'opération de déchargement.</p> <p>Par courriel en date du 17/12/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le livret d'accueil des chauffeurs et un exemple le protocole de sécurité établi pour la société OTTAVIANI le 01/08/2025. Ce protocole détaille les précautions à respecter pour la circulation sur le site et le déchargement. L'exploitant indique que le déchargement est réalisé par son personnel sans pouvoir justifier de la formation de son personnel aux précautions à respecter pour le déchargement (arrimage des charges...)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie des règles de déchargement et de la formation de son personnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie (PDI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le PDI lors de l'inspection. Le document (version en date du 16/12/2025) a été transmis à la préfecture et aux services de la préfecture le 17/12/2025. Le PDI contient : l'accès au site, le schéma d'alerte (heures ouvrées et non ouvrées), les interlocuteurs à contacter, et la procédure d'accueil des secours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète le PDI avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le numéro de l'astreinte DREAL : 06 26 57 63 19
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
--

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice avec les pompiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise un exercice de défense incendie avec les services de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à

disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le registre interne de comptabilité des stocks. Le jour de l'inspection le site entrepose 10.323 tonnes de déchets.</p> <p>Lors du contrôle du registre dématérialisé des déchets VIGIEDECHETS, la traçabilité des déchets contrôlés lors de la visite du site n'est pas assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un big bag de déchets d'amiante (producteur : ITGA, date de : 17/11) - une palette de déchets pâteux (producteur EFFIA BARET, date : 14/11/2025) - un carton de médicaments (producteur St Joseph, date : 17/10/2025) - une palette (producteur CNRS IMM, date : 14/11)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie la traçabilité des déchets (ITGA du 17/11; EFFIA BARET du 14/11/2025; St Joseph du 17/10/2025 et CNRS IMM du 14/11) sur le registre dématérialisé VIGIEDECHETS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois